



Association agréée
au titre de l'article L.141.1
du Code de l'Environnement
n° Siret 481 012 797 00017

Bassin d'Arcachon Ecologie

4 Allée des Mimosas
33120 ARCACHON
Tél.: 05 56 54 51 02
Fax : 09 55 62 07 44

www.bassindarcachonecologie.org
arcachon.ecologie@free.fr

smpba-mp@gironde.fr

Le 11 décembre 2017

Objet : Enquête publique du 20 novembre au 20 décembre 2017 sur la demande d'autorisation décennale pour la réalisation des opérations de dragages d'entretien des ports de Gujan, Larros et Canal sur la commune de Gujan Mestras.

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Veuillez trouver ci-dessous nos observations relatives à l'enquête publique citée en objet.

1. PROPOS LIMINAIRES

Bassin d'Arcachon Écologie est une association agréée au titre de l'article L141-1 du Code de l'Environnement, déclarée d'intérêt général.

L'association œuvre à conserver, restaurer les écosystèmes et habitats naturels, à sauvegarder la biodiversité, à protéger l'eau, l'air, les sols, les paysages et le cadre de vie, à lutter contre les pollutions et nuisances en Gironde, et notamment dans le Pays du Bassin d'Arcachon et du Val de Leyre.

Bassin d'Arcachon Écologie est membre du Conseil de gestion du Parc Naturel Marin du Bassin d'Arcachon et, à ce titre, a participé aux nombreuses réunions et groupes de travail visant à en élaborer le Plan de gestion.

2. RÔLE DU RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE

Le port de Larros se situe au débouché du Ruisseau du Bourg ; c'est ce qui a suscité la création du port. Pourtant, le rôle de cet apport d'eau n'est pas considéré en tant qu'effet de chasse vis-à-vis des sédiments. **Or, le ruisseau, affaibli par les ponctions excessives dans les eaux de surface et dans la nappe superficielle ne joue plus son rôle.**

→ **Cet aspect mérite d'être examiné pour que la connexion efficace entre hydrographie terrestre et hydrographie marine permette de réduire les dragages.**

3. PARTICULES EN SUSPENSION

Il est dit, p.50 du dossier de demande, que « la technique de dragage projetée a été retenue pour limiter la dispersion des particules remises en suspension vers les milieux périphériques. »

→ **Cependant, on doit déplorer qu'il ne soit pas prévu de barrière antidispersion permettant de réduire la dispersion des particules.**

De plus, il est étonnant de lire (p.50) que « les fonds des ports et des chenaux étant principalement vaseux, la sédimentation potentielle des particules en suspension sur les fonds environnants ne modifiera pas la nature de ces derniers. »

→ **Le dépôt des particules affectera pourtant inévitablement la flore –notamment les herbiers de zostères dont la sensibilité à la turbidité est connue- et la faune.**

Des précautions maximales sont donc à prendre, d'autant que l'étude menée à la demande du Conseil départemental montrent un bon état actuel des herbiers à *Zostera noltei*.

Cette étude conclut que « Le cas échéant, des zones de défenses pourront même être mises en œuvre autour des peuplements identifiés les plus denses pour s'assurer de l'absence d'incidence de la conduite. »

→ **Cette précaution devrait être systématique et non optionnelle, et concerner tous les herbiers.**

4. POLLUANTS

Le dossier mentionne la présence d'arsenic, de HAP en teneurs supérieures au seuil N1 voir N2 dans les sédiments des darses et des chenaux des trois ports Gujanais et en déduit que « les phénomènes de remise en suspension et dispersion des sédiments lors des opérations de dragage peuvent potentiellement venir dégrader la qualité chimique des sédiments alentours. »

De plus « Les sédiments sont susceptibles de contenir les composés suivants : éléments traces métalliques et organiques et microorganismes pathogènes. ». Conséquemment, « Les concentrations mesurées dans les sédiments à draguer sont supérieures aux valeurs en matière de rejet en mer (Arrêtés du 9 Août 2006, 23 déc. 2009 et 23 février 2013). »

→ **En complément de l'aspiration hydraulique choisie, des barrières antidispersion apparaissent donc comme une mesure nécessaire pour réduire l'impact des travaux de dragage sur la qualité chimique des fonds.**

5. CONCLUSION

Pour les raisons exprimées dans la présente contribution, nous vous demandons, Monsieur le Commissaire enquêteur, de conditionner votre avis favorable à **la mise en place de barrière antidispersion et de zones de défense protégeant les herbiers maritimes.**

Dans l'espérance de la prise en compte de ces observations, nous vous prions,
Monsieur le Commissaire enquêteur, de croire en l'expression de notre considération distinguée.

Pour Bassin d'Arcachon Écologie, la présidente, Françoise Branger

